

Lewis N. & J. Rebotier - L'environnement en partage : affirmer la modernité pour (re)lier nature et sociétés

Nathalie Lewis, sociologue, Département Sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski, nathalie_lewis@uqar.ca
Julien Rebotier, géographe, CNRS, UMR 5603 (SET – Pau), julien.rebotier@cnrs.fr

Les annonces funestes fusent quotidiennement, *l'humain est en train de détruire la vie*. Face à moult constats d'apparence implacables, les solutions sont énoncées par les scientifiques *de la nature*. Il n'y aurait qu'à les appliquer. Et pourtant les « problèmes » annoncés ne font que s'aggraver. Dès lors, on durcit ces solutions, au point de rendre légitimes des voies totalisantes que l'on appuie sur une rationalité scientifique coupée des dimensions éthiques. Paradoxalement, la société-culture s'éloigne toujours plus de la nature tout en développant une culpabilité exacerbée.

Abordons-nous les problèmes avec la bonne approche ? La persistance des obstacles réside-t-elle dans l'envergure des solutions envisagées ou dans leur nature même ? N'a-t-on pas trop longtemps réduit l'idée de nature aux facteurs biophysiques ? La question est culturelle et sociale. Elle nous invite à convoquer d'autres ressorts cognitifs comme le suggèrent de nombreux penseurs.

Cet élargissement de la connaissance nous plonge dans un dilemme. Les SHS sont le fruit de la modernité. Une modernité qui nous a affranchis d'une finalité assujettie aux lois divines et où l'œuvre de la raison fonde la destinée des sociétés vers un avenir meilleur. Un avenir où l'horizon devait être libéré des contingences qui jusqu'ici auraient freiné le développement humain. Le progrès occidental – parce que ce visage est résolument occidental – n'est autre que cette utopie d'un monde toujours meilleur, affranchi de deux types de contingences : physiques et sociales. Il en a résulté une césure radicale entre nature et société, laquelle fut portée haut et fort par les SHS.

Pour beaucoup, cette césure est indépassable dans le projet moderne tant elle est profonde. Bien que la tâche soit ardue, nous ne renonçons ni à la modernité ni à l'avenir meilleur, et sommes plutôt enclins à suivre Beck qui propose une deuxième phase de la modernité. Celle-ci porterait les *lumières* nécessaires pour relier nature et sociétés, et exigerait des chercheurs en SHS qu'ils prennent les devants en réajustant leurs postulats ontologiques. D'un tout autre registre que des solutions techniques, le chemin de la réflexivité, de la responsabilité et d'une repolitisation nous semble la seule voie – à peine originale – pour (re)lier nature et société. Pour l'heure et en toute modestie, cette communication ne fera qu'introduire ce propos ; des prémices essentielles à une pensée qui doit sortir de l'impasse morose qui la confine et qui doit refonder l'orientation scientifique et l'action citoyenne.

Le constat de la purification épistémique

Les « essentiels » des sciences humaines et sociales (SHS) ont longtemps traité séparément la vie sociale de la nature. Des cadres d'analyse et des grilles de lecture opérantes furent ainsi développés, permettant de saisir des problématiques complexes, mais dans des domaines séparés. Ces grilles d'analyse sont en phase avec la pensée moderne qui distingue (purifie) la vie sociale de la nature, et assujettit cette nature à la force de la raison ; la nature au

service des visées humaines. La foi en la raison et la volonté de construire un monde meilleur exempt de contingences aura guidé les SHS qui, en contradiction avec cette mission salvatrice, durent lutter pour affirmer la place du social dans un monde alors construit sur un mode technique. La nature dès lors se trouvait doublement réduite: sous la coupe de la technique qui la modelait à merci et sous celle de la science humaine et sociale naissante qui, au-delà du matériel, l'encadrerait d'idéaux préconçus pour l'humanité. Dans les deux cas, la nature devenait objet humain.

Un des enjeux scientifiques des sciences sociales naissantes se pose à l'endroit de la continuité/discontinuité des lois de la nature et des lois de la société. La pensée moderne assise à partir des mouvements révolutionnaires du 18^e siècle ne pense plus les sociétés comme masse humaine, mais plutôt comme rassemblements d'individus. Basculement profond qui accorde une place centrale à la volonté individuelle. Période de tensions sociales, économiques et politiques qui pousse le développement des SHS dans la réflexion sur le devenir social qui n'est plus porté par les institutions séculières de jadis, vers un *mieux vivre* collectif juste et équitable, fondé en raison, face au monde physique et humain.

Cette force de la raison qui ne peut être remise en question se trouve toutefois au cœur de la crise moderne actuelle. Les repères construits comme certitudes et vite naturalisés se trouvent ébranlés et l'on oublie que cette raison ignore un élément cognitif majeur : l'obligation de réflexivité, la nécessité d'une analyse constante entre notre devenir, notre passé et notre étant. La construction et le développement des SHS ont omis d'insister sur cette caractéristique essentielle de l'étude sociale, pourtant présente dans sa genèse : prendre acte de la temporalité, penser à la construction d'un avenir qui, malgré les dictats, ne se réduit pas aux *générations* futures, et bien lier cela avec un passé sans cesse réactualisé.

En fait, aujourd'hui, face à l'évidence d'impacts humains négatifs, face à une crise environnementale majeure qui ajoute à l'effondrement moral globalisé, sociétés et chercheurs en SHS qui tentent d'en tracer une certaine intelligibilité se trouvent en perte de sens. La période moderne actuelle se caractérise par le doute, l'incertitude, les errances et surtout l'incapacité collective à tendre vers un futur devenu impossible à penser. Le déni (ou rejet) de la modernité et de ses acquis nous apparaît toutefois comme une fuite en avant permettant d'échapper à l'essentiel. La modernité n'a pas tout faux, attachés à cette raison dont elle a permis le dévoilement viennent aussi des responsabilités et des devoirs collectifs que l'on distingue hélas fort mal derrière le culte de l'individu et sa culture de la culpabilité.

Jusqu'à la deuxième moitié du 20^e siècle, la nature fut instrumentalisée par tous les camps et quasiment gommée des SHS. Cette nature s'est toutefois imposée de plus en plus fort à la société entraînant ainsi la transformation accélérée des champs non anthropiques. La complexité, l'intensité des interactions, la cybernétique ont bouleversé les paradigmes modernistes de linéarité, de stabilité et de détermination. D'une nature menaçante, elle est devenue menacée, menaçant ainsi le devenir humain. Dès lors, l'urgence a été sa réintroduction dans nos modes de pensée. Les solutions adoptées se sont rabattues sur la technologie, la technique, l'intervention, la maîtrise, le calcul. L'urgence ne laisse plus de place à la critique, alors disqualifiée et absorbée par l'impérieuse nécessité d'agir... pour que rien

ne change. « Il faut *faire* ». Si les premiers temps de la modernité se caractérisaient par l'utopie et le projet, notre période moderne oublie l'usage de la raison et se rabat sur un présentisme peu réflexif. Elle fait de l'adaptation une forme de gestion, oxymore du projet et de la vision. Nous vivons aujourd'hui dans un présent ultraflexible que l'on peut relier à une posture idéologique hégémonique.

Dans ce cadre, les SHS échouent à affirmer une approche environnementale originale dans des termes qui échappent à l'idéologie dominante et qui soient distincts des approches de sciences dures en exploitant les dimensions critiques et réflexives de la raison. Pour ce faire, il faut désaxer notre approche. Les SHS sont équipées pour explorer la portée axiologique de la question environnementale, en évaluer le sens, en mesurer les implications, en saisir les bouleversements et les responsabilités pour les sociétés et les individus. À ce titre, l'espèce humaine présente une spécificité qu'il devient urgent d'assumer pleinement. Certes, l'histoire démontre l'impact de prédation humaine décuplé par l'utilisation de la raison, mais cette raison peut aussi guider le développement futur soit vers une destruction rapide soit vers une redirection de l'équilibre nature / société. Dans ce cadre, le politique, via l'écologie politique, doit être mobilisé. Notre manière de voir le problème doit passer par une critique du monde libéral. Il devient urgent de comprendre que le lien (moderne) entre société et nature n'est pas que fonctionnel, pragmatique ou technique. Il y a aussi un rapport symbolique, une remise en question de ce qui est en partage, dont il faut tenir compte pour (re)lier aujourd'hui société et nature, qui nous pousse à reposer la question du *sens* et du *devenir*. Cela impose une urgence certes, mais fondamentalement différente : le détour par la philosophie morale pour comprendre l'importance et la possible contribution des SHS aux études de l'environnement.

Reli(r)e(r) le couple nature – société et lui (re)donner du sens

Le « problème environnemental » désigne une question sociale qui dépasse largement les seules lois physiques du milieu naturel. Il s'agit de réfléchir aux défis posés par l'environnement en tant qu'ils sont identifiés et reconnus dans un contexte social, et en tant qu'ils sont signifiés et qu'ils remplissent une fonction particulière dans un collectif et sur un territoire. Si les sciences de la nature s'emploient à découvrir les lois de vérités toujours amendables, il en va autrement des sciences sociales dont la vocation consiste à interpréter, ou travailler sur des interprétations de la réalité. L'environnement saisit les sciences sociales en tant qu'il est posé aujourd'hui comme un problème global, qui nous interpelle collectivement et se décline localement pour chacun de nous. En ce sens, ce sont les conditions dans lesquelles l'environnement devient un tel « problème social », ainsi que le sens et les implications de ce problème pour les sociétés, les individus et leur territoire, qui constituent un objet pertinent de sciences sociales. C'est respectivement un travail d'archéologie et de généalogie qui se présente à l'agenda de la recherche. Le problème environnemental met sous les projecteurs ce qui lie l'individu et la société, mais aussi la société au vivant et aux conditions d'hospitalité de la planète.

L'environnement recouvre une série de défis à l'agenda politique et scientifique global. Il ne se traduit pas moins de manière très différenciée dans l'espace, au fil du temps, et parmi les groupes sociaux. Ce constat basique de

différenciation amène à interroger la portée universelle du « problème environnemental ». A l'échelle globale, il pourrait correspondre à un horizon problématique commun à l'humanité, à un socle de valeurs, à un sens (une menace ou un devenir possible) au regard duquel la communauté humaine serait amenée à se positionner. Le problème environnemental global et impérieux dépasserait les situations spécifiques en offrant une raison d'être collective, presque une mission – celle de relever le défi de la soutenabilité de l'espèce humaine (sinon du vivant) sur la Terre –, répondant ainsi à l'errance des sociétés incapables de penser leur futur inscrit dans une modernité désenchantée.

Le rendez-vous historique est séduisant d'unanimité, mais il convient de se demander ce qu'il advient de la différenciation du problème environnemental dans l'espace, le temps et parmi les sociétés. Les expressions commençant par « nous sommes tous... » doivent intimer la plus grande précaution. Tout l'enjeu consiste à savoir à quelles conditions le problème environnemental peut constituer un universel qui ne soit pas totalisant.

Certes, l'idée de retrouver une unité (une Humanité) est d'autant plus intéressante dans une modernité marquée par l'atomisation des sociétés, l'individualisme le plus radical, et la fragmentation d'une globalisation libérale avancée. Mais comment penser l'unité distincte de la totalité ? Comment penser le commun sans étouffer le particulier ? Comment ne pas verser dans la téléologie d'une mission à tout autre supérieure, avec ses « voies totalisantes » ? Comment ne pas verser dans l'illusion libérale fondée sur l'autonomie individuelle et masquer les questions d'inégalité et de justice derrière des universels *a priori* légitimes et dont il est difficile de douter ?

Au regard de l'universel légué par la globalisation occidentale, ce défi s'avère être une gageure, mais il y a peut être un chemin pour concilier ce « commun » du problème environnemental et l'idée d'un collectif politiquement responsable, sans verser ni dans le repli ou la jungle de l'individualisme ni dans la toute-puissance technocratique ou tyrannique d'une oligarchie.

La morale chrétienne prend comme étalon la loi divine. La morale moderne, kantienne du moins, prend la raison du sujet moderne comme étalon. Pour Kant, la morale est dictée par la raison consciente. Cela étant, pour Arendt, l'enseignement moderne en termes de morale, c'est qu'il n'y a pas de morale qui existerait comme essence, déjà là. « L'impératif catégorique » kantien renvoyait à la capacité des hommes rationnels à discerner le juste de l'injuste, le bien du mal. Mais alors, une fois effondrés les horizons, les sociétés de masse, les grands récits des devenirs collectifs, quelles sont les conditions pour fonder un système de valeurs et donner du sens commun ? Non plus sur les bases d'un impératif catégorique largement battu en brèche, mais sur les bases d'un impératif environnemental contemporain. Voilà la portée potentielle d'une éthique environnementale à même d'imprimer un sens à l'agir collectif.

Il n'est pas infondé de penser le problème environnemental comme nouveau commun ou comme moteur de l'action collective, et cette idée ne prend véritablement de sens que lorsqu'il s'agit de la communauté des Hommes. C'est l'échelle du *monde*, de l'*Humanité*, qui introduit une certaine nouveauté. En marge de l'État qui intervient dans le cadre d'une communauté nationale en regard du bien public, défini à l'aune d'une communauté de citoyens modernes, il s'agit d'envisager l'environnement à titre de

bien commun, commun à l'Humanité, et en cela, réfèrent d'une philosophie morale pour les individus et les groupes dans espace politique qui fait du monde un territoire. Pénétrés de ce référent moral commun, c'est sur la base d'une construction collective et de la reconnaissance du problème environnemental que l'on pourrait fonder un système de valeurs en partage afin de penser différemment l'environnement, et d'envisager une portée politique opératoire.

Le rôle des SHS dans le cadre du défi environnemental

Penser l'environnement différemment oblige à se positionner en termes de cadres cognitifs, de référents, d'épistémologie et de points de vue. La portée politique opératoire découle de cette manière de considérer le problème environnemental comme un commun. La conception de l'environnement repose sur un système de valeurs partagé par une communauté, à tel point partagé qu'il est convenu de s'y référer... au point d'en oublier le conventionnalisme qu'il accompagne. Le rôle des sciences sociales consiste pour partie à rendre visible ce qui est tellement acquis et incorporé parmi ces cadres cognitifs et conceptuels qu'on envisage difficilement d'opérer un jugement, d'évaluer le problème environnemental ou de formuler des prérogatives en dehors de ces cadres. Il s'agit de fonder une critique axiologique du problème environnemental, *i.e.* d'ancrer la réflexion sur l'environnement dans des dynamiques sociales, tant matérielles que symboliques. Ce travail repose sur un cadrage de la problématique et une construction de l'objet propre à des SHS qui affirment autant leurs questions de recherche que leur autonomie conceptuelle dans les études environnementales. Ainsi, l'objet de la réflexion n'est pas l'environnement, ni sa mécanique. C'est plutôt le « bien penser la société » et tout le travail de cadrage, de signification ou encore d'exploration du système de valeurs. Autant d'éléments qui président aux interactions entre société et nature, à la manière dont les problèmes sont posés, à l'horizon des possibles – nécessairement sélectifs – qui est présenté, par qui, pour qui...

Une première partie du rôle des sciences sociales, argumentée sur des principes de philosophie morale, consiste à décaler sensiblement l'axe de réflexion sur l'environnement. Mais une autre partie recouvre la portée politique opératoire de cette réflexion. Et cette portée politique réside dans le caractère non absolu, non essentiel, mais bien construit et pluriel, du système de valeurs qui donne sens et forme au problème environnemental. Ainsi construit, le système de valeurs relève nécessairement d'un collectif, de rapports sociaux, de rapports entre acteurs, à quoi ni la science ni les scientifiques n'échappent. La portée politique de la réflexion des sciences sociales à l'endroit du problème environnemental peut alors autant s'avérer descriptive que performative (dans la mesure où la pratique des SHS est informée des choix possibles et peut même reconnaître des valeurs dans l'exercice du jugement, aux côtés de la connaissance).

Au-delà d'une rupture ou d'un décentrement, il s'agit de comprendre les capacités de jugement du bien ou du mal au regard d'un socle de valeurs qui n'est pas donné. La vocation descriptive d'une réflexion de sciences sociales va consister à revenir sur des logiques de production, à rendre compte de ces ressorts qui interviennent dans la construction des problèmes environnementaux rencontrés. Dans le cadre d'une modernité froide, le problème

environnemental est souvent réduit à des mécanismes à mieux connaître. Dès lors qu'il s'agit de considérer le problème environnemental différemment, sur la base d'une réflexion axiologique, les interprétations des réalités sont du domaine des sciences sociales, l'éthique doit rejoindre la connaissance.

Il s'agit de comprendre les cadres cognitifs et conceptuels propres à un moment, un espace et un groupe social, au sein desquels les problèmes environnementaux prennent des formes et des sens pluriels. Il ne s'agit pas de partir des formes ou de la perception des problèmes environnementaux par les communautés, les acteurs (locaux ou non, du reste) pour mesurer « l'écart au modèle », ou la distance à la parole experte, « scientifique » (ou tout autre référent essentiel, absolu). C'est pratiquer une « écologie de la pensée et de l'action », une archéologie et une généalogie de la question, tout un travail de contexte sur l'émergence, la portée et le sens d'un problème social.

Outre cette dimension réflexive et critique de la réflexion, le regard de sciences sociales permet enfin d'opérer des choix, et d'affirmer des positionnements dans le système de valeurs qui préside à la distinction sinon du juste et de l'injuste, sinon du bien et du mal, au moins du meilleur et du pire. Des tenants de l'écologie politique, parmi les plus impliqués, pratiquent une science *en* société qui les amène à défendre une certaine normativité. Ils rejoignent en cela le sens de la neutralité axiologique de Weber, qui n'est pas une « objectivité » des sciences – de toute façon illusoire, la science est une activité sociale, une production de connaissance qui se réalise *en* société. La neutralité axiologique se traduit plus justement par une « non-imposition » des valeurs, ce qui n'est pas l'absence de valeurs. La dimension performative des sciences sociales sur l'environnement peut consister à affirmer la responsabilité de l'humain, comme membre d'une communauté capable de destruction ET de réflexion, afin de permettre que la vie dure de façon juste et d'œuvrer à cette axiologie commune à l'Humanité.

Le sens donné aux interprétations du problème environnemental réside dans les conditions de possibilité de la vie indissociablement liées à des principes de justice. Si les conditions de vie obéissent pour partie à des lois physiques qu'il convient d'observer, les principes de justice affirment nécessairement une dimension politique, un sens partagé dévolu au problème environnemental. Cela permet d'orienter les interprétations et de se positionner en fonction de celles-ci. Ce qui oriente la pensée et l'action (« l'impératif » dirait Kant), c'est permettre que la vie dure, de façon juste dans un horizon commun à l'Humanité, tout en résistant à la dérive soi-disant fatale vers la domination sur le reste du vivant (c'est du reste une autre idée de la durabilité, plus proche de la soutenabilité).

Conclusion

Cet éclairage de philosophie morale pose dans les faits toute une série de questions pratiques et méthodologiques, épistémiques pour lesquelles on n'a pas nécessairement de réponses. Parallèlement, il donne du sens, et en termes opératoires, il constitue la définition même de l'exercice démocratique pour certains théoriciens qui ne réduisent la démocratie à l'exercice policé d'une gouvernance consensuelle à laquelle personne ne croit plus. C'est positionner le problème environnemental, comme question de société, au cœur des enjeux politiques et de démocratie contemporains. C'est peut-être aussi réenchanter le monde,

le sens d'une refondation morale à partir du problème environnemental, qui ne réside ni dans le cœur (morale chrétienne), ni dans la raison (morale moderne, kantienne), mais bien dans le dissensus, le débat, l'interaction parmi les sociétés, *i.e.* dans le politique.

Dans cet esprit, l'acte démocratique ne se décline plus comme un exercice mécanique d'égalité entre tous, mais plutôt comme le travail incessant de la communauté (de la société des individus d'Élias) visant une société partagée le plus justement possible. Du coup, il ne s'agit justement pas de penser de la même façon, mais d'avoir l'opportunité de dire et surtout d'entendre la différence, et ce, sur la place publique. La véritable participation démocratique souligne Rancière « c'est l'invention de ce sujet imprévisible ». Ce dissensus nécessaire au politique et au débat environnemental. Dans le cadre du problème environnemental, des chemins existent – impossibles à développer ici – pour comprendre et interpréter le monde social contemporain. Il appartient aux SHS, critiques et réflexives, d'affranchir la question environnementale d'approches réductrices (souvent techniques, ou séparées du social). Il est nécessaire de fonder la réflexion au regard d'une éthique environnementale afin d'être à la hauteur du défi posé. Les solutions restent à inventer, pour le scientifique comme pour le citoyen. Encore faut-il ne pas se tromper de question.